

**Le travail au noir : une arme du capital global**  
**La lutte globale contre le travail au noir : une nécessité pour les travailleurs**  
**Pietro Basso**

Une croissante précarité du travail : voilà ce qu'est en train de provoquer partout dans le monde, donc aussi ici en Europe, le processus de mondialisation en acte depuis 25-30 ans. Entre travail intérimaire et travail à la carte, travail temporaire et croissante liberté de licenciement, la précarisation du travail, c'est-à-dire la précarisation de l'existence des salariés est désormais une donnée de fait durement expérimentée par de nombreux travailleurs.

En même temps le travail au noir est en train de se développer partout : ce travail *privée de toute règle*, même la plus libéraliste, ce travail *totalement privé de droits*. Les études organiques sur ce sujet sont rares et on comprend pourquoi : les sociétés comme celles européennes qui prétendent être le règne du droit du juste et du bien-être pour tous, travailleurs y compris, ne peuvent pas admettre d'être des territoires où la super-exploitation déréglée du travail est profondément enracinée.

Cependant, les rares études qui existent arrivent toutes à la même conclusion : au début du troisième millénaire le travail au noir, même dans les pays riches, ne diminue pas, il *augmente*. Parmi ces recherches la plus importante et digne de foi est celle de l'Université de Linz, dirigée par F. Schneider. Elle n'étudie pas directement le travail au noir mais l'économie souterraine, à savoir cet archipel d'entreprises qui échappent en partie ou totalement au fisc et qui est le premier, mais pas le seul, lieu d'engagement de travailleurs au noir. De la recherche il ressort qu'entre 1974 et 1994, dans les pays de l'OCDE, le poids de cet espace (apparemment) « illégal » de l'économie s'est multiplié par trois, passant de 5% à 15%. Les pays en tête sont l'Italie (passée de 10,7% en 1970 à 25,8% en 1994), l'Espagne (qui atteint 22,3%) et la Belgique (passée de 10,4% à 21,4%). Mais même dans les pays où l'économie souterraine est moins importante, la tendance de fond est la même. Ainsi, en Allemagne le phénomène s'est amplifié de 3,4% en 1970 à 13,1% en 1994, en France, durant la même période, de 4% à 14,3% et aux Etats-Unis de 3-4% à 9,4%. Dans cette noble course, la Suisse est partie en retard mais depuis les années '90 elle s'applique à le rattraper. Bref, il n'y a pas d'exceptions ni, depuis un quart de siècle, d'inversion de cette tendance. Bien au contraire, avec l'arrivée d'une nouvelle récession il est sûr et certain que la part souterraine de l'économie et du travail ne fera qu'augmenter encore.

Les secteurs les plus profondément touchés, mais pas les seuls, sont l'agriculture (combien de vie brûlées sur cette terre qui est notre mère...), le textile et l'habillement, le bâtiment, la restauration. Le travail au noir est surtout présent dans les petites et moyennes entreprises. Entreprises mineures qui comme par hasard travaillent presque toujours pour des grandes entreprises qui prétendent avoir les « mains propres » et sont régulièrement découvertes (c'est le cas de Benetton, Nike, Nestlé, Philips et de beaucoup d'autres) à écorcher la peau d'enfants kurdes, philippins, africains, slaves, dans les cercles infernaux de la production « décentrée ». Inutile de dire ensuite que les travailleurs immigrés sont partout, à commencer par l'Europe, terre de discrimination et de racisme, les candidats privilégiés des délices du travail au noir. Délices que du reste aussi les prolétaires à la peau blanche sont toujours plus contraints à goûter.

Tout cela démontre combien la thèse des économistes officiels selon lesquels l'existence du travail et de l'économie souterraine dépendrait de la rigidité de l'économie officielle, est fausse. Depuis plus de 20 ans cette « rigidité », à savoir les rares garanties conquises à dur prix par le prolétariat organisé, sont détruites jour après jour par les politiques néo-libérales et, en partie, par celles social-démocrates. Pourtant, le travail au noir au lieu de disparaître, menace de se propager. La vérité est donc *inverse* : plus de flexibilité, plus de précarité dans

le travail, même réglementée par des normes plus favorables au patronat signifie *plus*, et pas moins, de travail au noir, totalement déréglé. Pourquoi ?

Ce fait « mystérieux » (pour celui qui ne veut pas voir) a deux niveaux d'explications liés entre eux : Le premier concerne celle qui est communément appelée mondialisation. Le processus de mondialisation (*du capital*) en cours n'est pas le premier mais le dernier d'une longue série de processus analogues enchaînés entre eux qui couvre cinq siècles. Toute la construction du marché mondial du capitalisme est, dans son ensemble, un processus de mondialisation. Toutefois, le mouvement spécifique en cours depuis 25-30 ans est en train de réaliser l'unification, totalement *inéga*le, du marché mondial à un niveau jamais atteint auparavant. Tous les continents, tous les coins les plus perdus du globe sont ainsi enfermés dans un seul processus productif à l'échelle mondiale de sorte que ce qui a lieu dans les continents de couleur a des *effets toujours plus directs et immédiats* sur la vie des métropoles occidentales et vice-versa, tant au niveau du capital qu'au niveau du travail, que ce soit en négatif (l'exploitation du travail) ou en positif (les luttes des exploités). En particulier, la création, encouragée à l'époque par l'ONU, de centaines de « zones franches » dans le Tiers-monde. Zones où, de par la loi, les profits ne sont pas soumis à l'impôt et les impositions contenues dans les plans de restructuration de la dette du FMI et de la Banque mondiale. Autant de réelles incisions perpétrées dans la chaire des pays endettés et permettant aux multinationales et aux états occidentaux de presser à leur propre avantage, sans aucune limite, les prolétaires de couleur. Salaires de misère, horaires de travail allant jusqu'à 16-18 heures par jour, discipline militaire, interdiction d'organisation syndicale, conditions d'hygiène prohibitives, abus de tout genre (spécialement sur les femmes et les enfants).

Pensez à ce qui est en train d'arriver en Europe de l'est finalement « libre », à savoir complètement occupé soit par les armées de l'OTAN soit par les capitaux occidentaux ou par ces deux forces « libératrices » en même temps. Au centre de l'Europe s'est créée une réelle chaîne de *maquilladoras*. Chaussures, pulls, ordinateurs, produits mécaniques, fertilisants, voitures, on produit de tout et de manière presque toujours « souterraine ». C'est encore l'université de Linz qui en 1997 nous livre des estimations de l'économie « illégale » à l'est de l'Europe : en Pologne elle représente 32,8% du PIB, en Hongrie 31% et en Slovaquie 22,3%. Il faut savoir qu'il s'agit là d'estimations prudentes et que dans des pays comme la Bosnie, l'Albanie, la Roumanie et bientôt la Macédoine (si tout va...bien, occupée ces derniers jours) un calcul de ce genre est difficile tellement la loi du marché domine sans contraste.

Puisque le marché mondial est un système de vases communicants, si dans les grandes régions du monde extra-occidental, la règle est l'exploitation déréglée, il va de soi que, d'une part, les entreprises occidentales continueront à y décentrer les propres unités productives mais aussi que les bassins de travail au noir (sorte de bagnes modernes) se multiplieront aussi ici en occident. Outre le chantage des patrons envers les travailleurs (« soit vous acceptez ces conditions, soit nous fermons et partons dans le Tiers-Monde »), s'ajoute à cette création la connivence active des gouvernements. A quoi a servi la libéralisation des marchés, sinon à offrir aux entreprises, sur un plat d'argent, une force de travail exploitable à merci ? A quoi servent les lois anti-immigration et la soi-disant forteresse des frontières (Schengen et tout le reste) sinon à créer une « sous-classe » de travailleurs contrainte, en vertu de la violence combinée du marché et de l'état, à accepter des conditions de travail toujours plus dures ? Oui, il est vrai que nous assistons de temps en temps, en particulier en Italie, à des proclamations improvisées faites par tel ou tel homme politique contre le travail au noir. Il existe même une législation destinée à faire émerger le travail souterrain tout en assurant l'impunité et une régularisation fiscale généreuse aux entrepreneurs qui ont produit le travail

au noir. Mais, comme l'ont reconnu ses promoteurs eux-mêmes, elle s'est révélée être une sorte de grosse bulle de savon. Ailleurs il y a le risque que ce soit pire, avec les Commission de vigilance au travail au noir qui deviennent des instruments de contrôle des travailleurs « illégaux » plutôt que des entreprises « hors-loi ». Les états capitalistes du reste ne sont pas habitués à défaire ce que le marché (le capital) fait ; ils le limitent, le perfectionnent, le rationalisent dans l'intérêt suprême, pour eux aussi, du profit.

Nous sommes ainsi amenés à un deuxième niveau d'explication de l'extension du travail au noir qui est dans la nature même du mode de production capitaliste. Il s'agit brièvement de cela : Dans son histoire le capitalisme n'a *jamais* occupé toute la force-travail à sa disposition, au contraire il en a toujours maintenu une partie, plus ou moins grande, en « réserve ». Ce n'est pas un hasard car cette réserve de bras a, en effet, une utilité exceptionnelle : avec la pression qu'elle exerce aux portes des usines, des entreprises agricoles, des magasins, et même des bureaux, en se déclarant disponible au travail, elle sert à modérer les attentes des travailleurs engagés et ainsi à faire baisser le coût du travail d'un côté et à augmenter les profits, de l'autre. Contrairement au bavardage des années '60 sur le plein emploi du capitalisme mûr, cette « réserve » de force-travail a énormément augmentée, ce dernier siècle et dans la mondialisation en cours. Et avec elle on voit croître constamment l'espace du travail au noir dans le Tiers-Monde comme en Occident. C'est la loi générale de l'accumulation capitaliste, la loi du profit qui, affirma un certain Karl Marx, « détermine une *accumulation de misère* proportionnelle à l'*accumulation du capital*. L'accumulation des richesses à l'un des deux pôles est en même temps accumulation de misère, tourment de travail (et de travail au noir, le tourmenteux travail des « misérables »- n.), esclavage, ignorance, brutalité et dégradation morale au pôle opposé ». Ne s'agit-il pas de l'image du capitalisme mondialisé d'aujourd'hui réfléchi avec grande prévoyance ?

Qu'est ce qu'on peut faire ? Se rendre à l'évidence que le marché ne peut absolument pas vivre sans le travail au noir ? Plier la tête devant les grands chefs qui grossissent « à l'ombre » et devant les états qui les protègent ? Au contraire ! Il faut, je crois, laisser tomber les illusions sur la possibilité que cette « pathologie » (très normale) et cette « illégalité » (très légale) soient guéries par les pouvoirs en place et *se prédisposer à la lutte*. A la lutte globale contre un phénomène qui est global. A la lutte unitaire entre occupés réguliers (avec des règles qui empirent) et occupés « hors règles », entre exploités du sud et du nord du monde, entre travailleurs autochtones et immigrés, pour conquérir ensemble, pour tous, une condition de travail et de vie qui ne soit plus esclavagiste. Il s'agit d'opposer à la globalisation du capital la globalisation de la lutte et des organisations syndicales et politique des exploités, d'opposer à l'internationalisation de l'exploitation capitaliste un « nouvel » internationalisme des exploités, unis entre races et nations.

Un rêve de fin d'été ? Pas vraiment. C'est ce qu'ont commencé à faire les travailleurs de l'UPS, protagonistes en 1997 de la première grève internationale contre la précarité ; les ouvrières et les ouvriers philippins de la « zone franche » de Cavite et ceux de quelques *maquilladores* mexicaines qui se battent pour constituer leur propre organisation syndicale ; Le peuple de Seattle et de Gêne ou les manifestants de Durban déterminés à dénoncer toute forme de vieux ou nouvel esclavage. C'est ce qu'ont commencé à faire les *sans-papiers* en Suisse, toujours plus nombreux et toujours mieux coordonnés dans leur revendication commune : *la régularisation collective avec la revalorisation des conditions de travail pour les salarié-e-s suisses et immigré-e-s...*